



PSE-Ecole d'Economie de Paris

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 août 2024

Au Conseil d'Administration de la Fondation Ecole d'Economie de Paris,

1. Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Conseil d'Administration, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la Fondation Ecole d'Economie de Paris relatifs à l'exercice clos le 31 août 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la Fondation à la fin de cet exercice.

2. Fondement de l'opinion

2.1. Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

2.2. Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} septembre 2023 à la date d'émission de notre rapport.

3. Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

4. Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du trésorier et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux administrateurs de la Fondation.

5. Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement de la fondation relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la fondation à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la Fondation ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le trésorier.

6. Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre Fondation.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.



En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la fondation à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs dans son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels, et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris, le 10 février 2025

Le commissaire aux comptes,

DocuSigned by:
Sandrine Gimat
35CC3FE214F44AD...

Aca Nexia
représenté par
Sandrine Gimat



PARIS SCHOOL OF ECONOMICS
ÉCOLE D'ÉCONOMIE DE PARIS

École d'Économie de Paris

Fondation de coopération scientifique

48, boulevard Jourdan

75014 Paris

Comptes annuels de l'exercice 2023-24

Clôture au 31/08/2024

BILAN ACTIF

ACTIF	Exercice N (selon ANC 2018-06)			Exercice N-1 (selon ANC 2018-06)
	Brut	Amortissements et dépréciations (à déduire)	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	189 683	179 231	10 452	12 517
Autres immobilisations incorporelles				
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillage industriels	1 532 392	1 423 280	109 112	94 386
Autres immobilisations corporelles				
Immobilisations corporelles en cours	76 290	0	76 290	51 900
Avances et acomptes				
Immobilisations financières				
Participations et Créances rattachées				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres	2 190	0	2 190	2 190
Total I	1 800 555	1 602 511	198 044	160 993
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
Créances				
Créances clients	4 400 147	0	4 400 147	3 396 392
Créances fiscales et sociales	0	0	0	
Autres	1 553 891	0	1 553 891	1 481 557
Valeurs mobilières de placement	24 907 322	11 402	24 895 920	25 128 897
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	5 381 200	0	5 381 200	8 429 268
Charges constatées d'avance	281 202	0	281 202	311 511
Total II	36 523 762	11 402	36 512 360	38 747 625
Frais d'émission des emprunts (III)				
Primes de remboursement des emprunts (IV)				
Ecart de conversion Actif (V)				
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	38 324 317	1 613 913	36 710 404	38 908 618

BILAN PASSIF

PASSIF	Exercice N (selon ANC 2018-06)	Exercice N-1 (selon ANC 2018-06)
FONDS PROPRES / FONDS ASSOCIATIFS		
Fonds propres / fonds associatifs sans droit de reprise		
Fonds propres statutaires	20 215 000	20 215 000
Fonds propres complémentaires	304 943	304 943
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Ecarts de réévaluation		
Réserves		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité		
Autres		
Report à nouveau	0	82 027
Excédent ou déficit de l'exercice	605 211	281 310
Situation nette (sous total)	21 125 155	20 883 281
Fonds propres consommables	2 040 566	1 677 229
Dotation consommée		
Subventions d'investissement	3 949	0
Provisions réglementées		
Total I	23 169 669	22 560 509

BILAN PASSIF (suite)

suite		
PASSIF	Exercice N (selon ANC 2018-06)	Exercice N-1 (selon ANC 2018-06)
FONDS REPORTES ET DEDIES		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés	3 111 822	2 506 837
Total II	3 111 822	2 506 837
PROVISIONS		
Provisions pour risques	32	32
Provisions pour charges	123 235	113 561
Total III	123 267	113 593
Fonds dédiés		
- sur subventions de fonctionnement		
- sur autres ressources		
Total III bis	0	0
DETTES		
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières diverses		
Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés	570 051	463 894
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	796 397	834 315
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	485 929	1 003 773
Opérations menées pour comptes de tiers		
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance	8 453 268	11 425 697
Total IV	10 305 645	13 727 679
Ecart de conversion Passif (V)	0	0
TOTAL GENERAL (I + II + III + III bis + IV + V)	36 710 404	38 908 618

COMPTE DE RÉSULTAT

COMPTE DE RESULTAT	Exercice N (selon ANC 2018-06)	Exercice N-1 (selon ANC 2018-06)
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Cotisations		
Ventes de biens et services		
Ventes de biens		
dont ventes de dons en nature		
Ventes de prestations de service	823 042	674 037
dont parrainages		
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	8 899 217	8 605 191
Subventions		
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation comptable	0	0
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels	767 326	2 175
Mécénats	2 553 985	2 245 778
Legs, donations et assurances-vie		
Contributions financières	4 785 385	4 296 556
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	205 634	249 201
Utilisations des fonds dédiés	377 347	333 402
Autres produits	36 206	97 079
Total I	18 448 141	16 503 419
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises		
Variation de stock		
Autres achats et charges externes	4 545 896	4 154 810
Aides financières		
Impôts, taxes et versements assimilés	213 234	218 746
Salaires et traitements	9 089 010	8 309 008
Charges sociales	3 759 759	3 358 306
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	77 377	99 898
Dotations aux provisions	9 674	5 776
Reports en fonds dédiés	982 332	280 007
Autres charges	466 352	537 565
Total II	19 143 634	16 964 114
1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	-695 493	-460 695

COMPTE DE RÉSULTAT (SUITE)

COMPTE DE RESULTAT	Exercice N (selon ANC 2018-06)	Exercice N-1 (selon ANC 2018-06)
PRODUITS FINANCIERS		
De participation		
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	941 039	824 514
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charge	948 000	0
Différences positives de change	4 749	23 097
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	119 465	0
Total III	2 013 253	847 612
CHARGES FINANCIERES		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	11 402	14 112
Intérêts et charges assimilées		
Différences négatives de change	25 241	63 672
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement	665 104	27 824
Total IV	701 747	105 607
2. RESULTAT FINANCIER (III - IV)	1 311 506	742 005
3. RESULTAT COURANT avant impôts (I - II + III - IV)	616 012	281 310
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion		
Sur opérations en capital		
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
Total V	0	0
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Sur opérations de gestion	10 801	0
Sur opérations en capital		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Total VI	10 801	0
4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	-10 801	0
Participation des salariés aux résultats (VII)		
Impôts sur les bénéfices (VIII)		
Total des produits (I + III + V)	20 461 394	17 351 031
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)	19 856 183	17 069 721
EXCEDENT OU DEFICIT	605 211	281 310
Affectation du résultat à la réserve consommable	605 211	281 310
EXCEDENT OU DEFICIT APRES AFFECTATION		

COMPTE DE RÉSULTAT (SUITE)

COMPTE DE RESULTAT	Exercice N (selon ANC 2018-06)	Exercice N-1 (selon ANC 2018-06)
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Dons en nature		
Prestations en nature	260 867	246 638
Bénévolat		
TOTAL:	260 867	246 638
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Secours en nature		
Mises à disposition gratuite de biens		
Prestations en nature	260 867	246 638
Personnel bénévole		
TOTAL	260 867	246 638

ANNEXE AU BILAN ET COMPTE DE RESULTAT

A. Présentation de PSE - Ecole d'économie de paris

PSE – École d'économie de Paris est une Fondation de coopération scientifique fondée en décembre 2006 par le CNRS, l'École des Hautes Études en Sciences Sociales (EHESS), l'École normale supérieure (ENS-PSL), l'École des Ponts ParisTech, l'INRAE et l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne. Elle rassemble une communauté de près de 150 chercheurs et 150 doctorants.

PSE développe au plus haut niveau international la recherche et la formation en économie. Elle nourrit également les échanges entre l'analyse économique et les autres sciences sociales, contribue au débat de politique économique et inscrit la recherche académique dans la société, à travers son Programme partenarial et son action « L'éco pour tous ».

Elle se situe au premier rang en Europe et au sixième rang dans le monde des départements d'économie selon le classement RePEc.

La recherche à PSE abrite la majorité des domaines de la science économique. Elle s'articule autour de huit groupes thématiques de recherche fondamentale, de dix chaires de recherche visant à renforcer le dialogue entre la recherche académique et les entreprises privées ou publiques, et de quatre laboratoires d'expertise qui mènent des travaux de recherche en collaboration avec leurs partenaires et mécènes. Il s'agit de :

- L'Institut des politiques publiques qui vise à promouvoir l'analyse et l'évaluation quantitatives des politiques publiques
- le J-PAL Europe, bureau européen du laboratoire de J-PAL (MIT), laboratoire de recherche sur la pauvreté
- le World Inequality Lab dont le but est de promouvoir la recherche portant sur la dynamique de la répartition des revenus et des patrimoines au niveau mondial,
- l'Observatoire de la fiscalité qui mène et diffuse des recherches innovantes et de haute qualité scientifique sur la fiscalité de l'UE.

L'offre de formation de PSE est composée de quatre masters, Analyse et Politique Economiques, Politiques Publiques et Développement, Economie et psychologie, Sustainable Impact Analysis, d'un programme doctoral et d'une école d'été.

B. Règles et méthodes comptables

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux principes de bases :

- continuité de l'exploitation,
- indépendance des exercices,

Et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

Les comptes annuels ont été arrêtés conformément au plan comptable général, règlement 2014-03 et suivants de l'Autorité des Normes Comptables en tenant compte des dispositions réglementaires du règlement ANC n°2018-06 relatif aux personnes morales de droit privé à but non lucratif tenues d'établir des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition) ou, le cas échéant, à leur coût de production.

La présentation des comptes 2023-24 s'inscrit dans la suite de celle de 2022-23.

NOTES SUR LE BILAN**Rappel d'estimation****Amortissement des biens sur conventions**

Depuis le 01/09/2018, les investissements financés par des conventions sont amortis sur la durée de la convention afin d'être au plus près de la réalité économique des projets. Si la durée d'amortissement technique du bien est inférieure au temps restant du projet, cette durée technique est retenue.

A. Postes du bilan actif**1. Immobilisations incorporelles**

Les immobilisations incorporelles sont amorties suivant le mode linéaire ou dégressif selon les durées suivantes :

Logiciels	De 1 à 3 ans
Sites Internet	De 1 à 3 ans

2. Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition et sont amorties suivant le mode linéaire ou dégressif selon les durées suivantes :

Type d'immobilisation corporelle	Structure	Biens sur conventions
Agencements et installations	10 ans	N/A
Mobilier	5 ans	N/A
Matériel de bureau	5 ans	1 à 15 ans
Matériel informatique	3 ans	1 à 3 ans

3. Immobilisations financières

Les immobilisations financières, d'un montant de 2 190 €, sont composées des dépôts de garanties et cautionnements.

IMMOBILISATIONS (montants en euro)	Valeur brute début d'exercice	Augmentation	Diminution	Valeur brute fin d'exercice
<u>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</u>				
Frais d'établissement, de recherche et de développement.				
Autres immobilisations incorporelles	186 899	2 784	-	189 683
<u>TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</u>	186 899	2 784	-	189 683
<u>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</u>				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériels et outillages	68 771	9 301		78 072
Matériel de bureau et informatique	790 303	77 954		868 257
Mobilier de bureau	586 063		-	586 063
Autres immobilisations corporelles				
<u>TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES</u>	1 445 138	87 255		1 532 392
<u>IMMOBILISATIONS EN COURS</u>	51 900	24 390	-	76 290
<u>IMMOBILISATIONS FINANCIERES</u>	2 190	-	-	2 190
<u>TOTAL IMMOBILISATIONS</u>	1 686 127	114 429		1 800 555

AMORTISSEMENTS (montants en euro)	Amortisse- ment début d'exercice	Augmentation	Diminution	Amortisse- ment fin d'exercice
<u>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</u>				
Frais d'établissement, de recherche et de développement.				
Autres immobilisations incorporelles	174 382	4 849	-	179 231
<u>TOTAL AMORTISSEMENTS DES IMMOS. INCOR.</u>	174 382	4 849	-	179 231
<u>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</u>				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériels et outillages	46 122	2 793	-	48 915
Matériel de bureau et informatique	716 949	69 014		785 963
Mobilier de bureau	587 681	722		588 403
Autres immobilisations corporelles				
<u>TOTAL AMORTISSEMENTS DES IMMOS. CORPO.</u>	1 350 752	72 528	-	1 423 280
<u>TOTAL AMORTISSEMENTS</u>	1 525 134	77 377	-	1 602 511

4. Stocks et en-cours

Néant.

5. Valeurs mobilières de placement

Les valeurs mobilières de placement sont valorisées par référence à leur valeur d'entrée dans le patrimoine, les mouvements étant enregistrés selon la méthode du "premier entré, premier sorti" (méthode FIFO).

Une provision pour moins-values latente d'un montant de 11 402 euros a été constatée au 31/08/2024 contre 948 000 euros en N-1.

Variation des Provisions (montants en Euro)	Provisions au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice	Provisions en fin d'exercice
Provisions pour dépréciation :	948 000	11 402	948 000	11 402
sur Immobilisations :		-	-	
incorporelles	-	-	-	-
corporelles	-	-	-	-
financières	-	-	-	-
sur Valeurs Mobilières de Placement	948 000	11 402	948 000	11 402

B. Postes du bilan passif**1. Fonds Propres**

Variation des fonds propres	Solde au début de l'exercice	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou consommation	Solde à la fin de l'exercice
Dotation non consommable	20 215 000		-		20 215 000
Apport sans droit de reprise	304 943				304 943
Situation nette	20 519 943	-	-	-	20 519 943
Dotation consommable	1 677 229	363 337		-	2 040 566
Subvention d'investissement	0		3 949		3 949
Provisions réglementées					-
Report à nouveau	82 027	- 82 027			
Résultat	281 310	- 281 310	605 211		605 211
TOTAL FONDS PROPRES	22 560 509	-	609 160	-	23 169 669

La variation des fonds propres de l'exercice est la suivante :

Conformément aux dispositions des statuts, la dotation est placée en valeurs mobilières cotées ou non cotées, en titres de créances négociables, en obligations assimilables du trésor, en immeubles nécessaires au but poursuivi ou en immeubles de rapport. La dotation est abondée du produit des libéralités sans affectation spéciale ; elle peut être accrue, hors apports de l'État, en valeur absolue par décision du conseil d'administration. La dotation consommable est mobilisée pour absorber les déficits de la fondation le cas échéant et est abondée à concurrence du montant initial, sur décision du Conseil d'administration, par les bénéfices.

2. Provisions pour risques et charges

Variation des Provisions (montants en Euro)	Provisions au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice	Provisions en fin d'exercice
Provisions pour risques et charges :	113 593	9 674	-	123 267
<i>Provisions pour litiges</i>				
<i>Provisions pour perte de change</i>	32			32
<i>Provisions pour amendes et pénalités</i>				
<i>Provisions pour indemnités de départ à la retraite</i>	113 561	9 674	-	123 235
<i>Autres provisions pour risques et charges</i>				

Des provisions pour risques et charges sont constituées en fonction des risques connus ou estimés à la clôture.

Si des risques et pertes ne sont pas mesurables à la date d'établissement des comptes annuels, une information est donnée en annexe (PCG art. 531-2 § 4).

Au 31/08/2024, la provision pour risques et charges est essentiellement constituée par l'évaluation des engagements de départ à la retraite. Elle s'élève à 123 235 €.

3. Fonds dédiés

Variation des Fonds dédiés (montants en euros)	Solde net au début de l'exercice	Dotation	Reprise		Solde à la fin de l'exercice	
			Montant global	dont rembourse- ment	Montant global	Sans prélèvement au cours des 2 derniers exercices
Fonds de recherche	260 978	2 640			263 618	263 618
Fonds dédiés IPP	45 331	43 861			89 193	89 193
Fonds dédiés WIL	331 899	733 073			1 064 971	1 064 971
Fonds dédiés TAX	30 304	4 241			34 545	34 545
Fonds dédiés économie monétaire, financière et bancaire	1 522 991		369 879		1 153 113	1 153 113
Fonds dédiés Prix Daniel Cohen		100 000			100 000	100 000
Fonds de garantie	315 334	98 517	7 468		406 383	406 383
TOTAL	2 506 837	982 332	377 347		3 111 822	3 111 822

Fonds de recherche

Au terme de certains contrats de recherche, si la subvention reçue excède les dépenses engagées, le solde peut être affecté à un fonds dédié à la recherche en fin d'exercice.

La direction de l'EEP a en effet estimé avoir contracté un engagement, vis-à-vis des organismes ayant octroyé ces subventions, d'utiliser les fonds reçus pour le programme subventionné, ou à défaut pour des actions de même nature (actions de recherche ou d'enseignement). La part de ces fonds non encore utilisée est comptabilisée dans un fonds dédiés « Fonds de recherche » à la clôture de l'exercice, puisque grevée d'une obligation de les affecter à un usage particulier.

Le fonds de recherche est abondé en 2024 de 2,6 k€. Il demeure ainsi un montant de 263,6 K€ disponibles pour de nouveaux projets au 31/08/2024.

En 2022, le Conseil d'administration a instauré un fonds de recherche dédié à l'économie monétaire, financière et bancaire constitué de la dévolution de la fondation Banque de France, et destiné à financer les activités de la chaire *Macroéconomie internationale*. Ainsi, en 2024, le fonds contribue à équilibrer l'activité de la chaire pour 369,9 k€

Fonds dédiés Prix

Un fonds dédié est créé en 2023-24 avec pour objectif de pérenniser le prix Daniel Cohen, conformément aux décisions du Conseil d'administration du 29 juin 2024. Il est doté de 100 k€ par la société Boussard&Gavaudan.

Fonds de garantie

Le fonds « de garantie » est abondé par la contribution forfaitaire des financeurs engagés sur les chaires de recherche. Il est abondé en 2024 de 91 k€ et atteint désormais 406,4 k€.

Fonds dédiés aux laboratoires de recherche

Certains des laboratoires de recherche hébergés par la Fondation, au regard de leur finalité et des actions menées, participent à la réalisation d'une partie spécifique de l'objet social de la fondation.

Il s'agit du J -PAL Europe, du Wold Inequality Lab (WIL), de l'Institut des politiques publiques (IPP) et de l'Observatoire de la fiscalité.

Ces laboratoires sont financés par des contributions financières privées ou publiques, reçues par PSE, destinées à leurs projets et leur fonctionnement. Les conventions de financement prévoient, au travers de la facturation de frais de gestion (taux fixé à la convention), le financement des frais de fonctionnement du laboratoire et des frais des services supports de la Fondation. De plus, au regard de certaines conventions établies avec les financeurs, les fonds reçus et non consommés demeurent attachés aux laboratoires pour le financement de leur fonctionnement des années futures.

Sur ces bases, les soldes non utilisés des financements reçus sont enregistrés en fonds dédiés. Ces fonds dédiés pourront être repris sur les exercices futurs en couverture des charges engagées.

Les fonds des laboratoires sont dotés cette année respectivement de 733 k€ pour le WIL, 44 k€ pour l'IPP et 4 k€ pour l'EUTax.

NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT

Les flux liés aux différentes conventions de financement sont comptabilisés de la manière suivante :

- Les charges correspondent aux dépenses réellement engagées sur l'exercice y compris lorsque la convention inclut des partenariats extérieurs.
- Les produits sont comptabilisés selon le type de convention aux rythmes définis contractuellement (selon échéances fixes ou à réception des résultats des recherches) soit au rythme des facturations émises et/ou présentation des rapports de recherche.

A la clôture de l'exercice, afin que les produits constatés sur l'exercice correspondent bien aux montants des dépenses engagées éligibles à la convention, il est procédé, pour chaque convention aux écritures suivantes :

- Un produit constaté d'avance est comptabilisé lorsque les produits enregistrés sur l'exercice sont supérieurs aux charges réellement engagées.
- Dans le cas contraire, lorsque les charges engagées sont supérieures aux produits constatés sur l'exercice, un produit à recevoir est comptabilisé.

A. Détail des Produits d'exploitation

Ventilation des produits d'exploitation (montant en euros)	31/08/2024	31/08/2023
Prestations	823 042	674 037
Contrats de recherche	229 296	160 605
Formation	462 707	480 002
Autres prestations	131 039	33 430
Concours publics, contributions financières et mécénat	17 005 912	15 149 701
EUR	2 696 715	2 888 854
Expertises	3 768 095	3 822 446
Chaires de recherche	2 878 099	2 615 246
Grants	5 509 163	4 739 019
Partenariats sur projets	434 733	632 990
Autres financements	1 719 108	451 146
Reprise des provisions et transfert de charges	582 981	582 603
Transfert charges d'exploitation	205 634	249 201
Reprise de provisions	-	-
Reprise sur fonds dédiés	377 347	333 402
Autres produits	36 206	97 079
Mise à disposition des locaux	-	-
Mise à disposition de personnel	-	-
Produits divers de gestion courante	36 183	87 074
Redevances droits d'auteur	22	10 005
Produits de refacturation interne	-	-
Produits de refacturation interne	-	-
Quote-part de dotation consommable	-	-
TOTAL PRODUITS D'EXPLOITATION	18 448 140 €	16 503 419

La décomposition des concours publics est la suivante :

Présentation des produits d'exploitation (montant en euros)	Etat	UE	Autres
Concours publics et subventions d'exploitation	1 498 908	2 396 646	5 003 662
Concours publics et subventions d'exploitation	1 498 908	2 396 646	5 003 662
Subvention d'exploitation			
Subvention d'équipement			

B. Éléments financiers

	31/08/2024	31/08/2023
Autres intérêts et produits assimilés	941 039	824 514
Reprises sur provisions et transferts de charges financières	948 000	-
Différences positives de change	4 749	23 097
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	119 465	-
	2 013 253	847 612
Dotations financières aux amortissements et provisions	11 402	14 112
Intérêts et charges assimilées	-	-
Différences négatives de change	25 241	63 672
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement	665 104	27 824
	701 747	105 607
RESULTAT FINANCIER	1 311 506	742 005

C. Éléments exceptionnels

	31/08/2023	31/08/2022
Les produits exceptionnels de l'exercice	-	-
Les produits exceptionnels sur exercices antérieurs	-	-
Les produits exceptionnels sur opération en capital	-	-
Reprises sur provisions et transferts de charges exceptionnelles	-	-
	-	-
Les charges exceptionnelles de l'exercice	10 801	-
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions	-	-
Les charges exceptionnelles sur exercices antérieurs	-	-
	10 801	-
RESULTAT EXCEPTIONNEL	-10 801	-

Les charges exceptionnelles concernent des régularisations sur exercices antérieurs, majoritairement le résultat d'un contrôle URSSAF portant sur les années 2021 et 2022.

AUTRES INFORMATIONS**A. Effectifs moyens de l'exercice :**

Au cours de l'exercice 2023-24, 554 salariés ont travaillé à temps partiel ou à temps plein, correspondant à 179,6 salariés en équivalent temps plein.

B. Contributions volontaires :

Au cours de l'exercice clos le 31 août 2024, la fondation a bénéficié d'un mécénat de compétence valorisé sur la base du coût salarial chargé de la personne pour un montant total de 260 867 euros.

C. Echéances des créances et dettes à la clôture de l'exercice

ETAT DES CREANCES (montants en Euro)		Montant	A 1 an au plus	A plus d'un an
Actif Immo.	Créances rattachées à des participations			
	Prêts (1)			
	Autres immobilisations financières	2 190		2 190
Sous total		2 190		2 190
Actif circulant	Clients douteux et litigieux	-		
	Autres créances clients	4 400 147	4 400 147	
	Personnel et comptes rattachés	18 858	18 858	
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	20 655	20 655	
	Etat, Impôts sur les bénéfices			
	Etat, Taxe sur la valeur ajoutée	-	-	
	Etat, autres impôts, taxes et versements assimilés	-	-	
	Etat, Subventions			
	Groupe et associés			
	Créances sur cessions de Valeurs Mobilières de Placement		-	
	Débiteurs divers - Financeurs (fonds à recevoir)	1 514 377	1 514 377	
	Débiteurs divers - Autres			
Charges constatées d'avance		281 202	281 202	
TOTAL DES CREANCES		6 237 430	6 235 239	
Renvois	Montant des prêts accordés en cours d'exercice			
	Montant des remboursements obtenus en cours d'exercice			
	Prêts et avances consenties aux associés (pers. physiques)			

ETAT DES DETTES (montants en Euro)		Montant	A 1 an au plus	A plus d'un an et 5 ans au plus	A plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles					
Autres emprunts obligataires					
Etablissements de crédits, emprunt à moins d'un an (2)					
Etablissements de crédits, emprunt à plus d'un an (2)					
Emprunts et dettes financières diverses					
Fournisseurs et comptes rattachés		570 051	570 051		
Personnel et comptes rattachés		112 625	112 625		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux		518 734	518 734		
Etat, Impôts sur les bénéfices					
Etat, Taxe sur la valeur ajoutée		39 037	39 037		
Etat, Obligations cautionnées					
Etat, autres impôts, taxes et versements assimilés		126 002	126 002		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés					
Dettes sur acquisitions de Valeurs Mobilières de Placement		-	-		
Groupe et associés		-			
Créditeurs divers - Financeurs		-	-		
Autres dettes		413 545	413 545		
Opérations menées pour le compte de tiers		72 384	72 384		
Produits constatés d'avance (3)		8 453 268	6 007 833	2 445 435	
TOTAL DES DETTES		10 305 645	7 860 210	2 445 435	
Renvois	Empr. Souscrits en cours d'exercice				
	Empr. Remb. en cours d'exercice				
	Emprunts et dettes div. auprès des ass.				

D. Comptes de régularisation actif - passif

1. Actif :

Comptes de régularisation à l'actif	Montant de l'exercice 2023-24	Montant de l'exercice 2022-23
Charges constatées d'avance	281 202	311 511
Produits à recevoir inclus dans les postes suivants :	-	-
Créances clients (dont factures à établir)	4 367 986	3 137 467
Autres créances (dont subventions à recevoir)	1 513 629	1 450 772
TOTAL	6 162 816	4 899 750

2. Passif :

Comptes de régularisation au passif	Montants de l'exercice 2023-24	Montants de l'exercice 2022-23
Produits constatés d'avance	8 453 268	11 425 697
Charges à payer incluses dans les postes suivants :		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés (dont factures non parvenues)	276 865	215 373
Autres dettes (dont partenaires et subventions à rembourser)	346 487	897 043
TOTAL	9 076 619	12 538 113

E. Rémunération les plus hautes

Le montant global des rémunérations brutes versées aux 3 personnes les mieux rémunérées s'est élevé, au titre de l'exercice 2023-24, à 440 610,79 €.

F. Provisions

Cf. notes sur le bilan E et G

G. Le Master QEM

L'EEP est le support d'un programme d'enseignement intitulé Master QEM. Aucune des actions menées par l'EEP dans le cadre de ce projet n'a été faite en son nom et pour son compte. Les montants perçus au titre de ce projet seront intégralement reversés aux financeurs. A contrario, les dépenses engagées par l'EEP pour ce projet lui seront intégralement remboursées. Au terme de la convention passée avec l'université Paris I, l'EEP ne supporte aucune des charges, et ne tire aucun produit du projet. Elle agit pour le compte d'autrui.

Le différentiel cumulé entre les recettes et les dépenses de ce projet est comptabilisé au bilan dans le poste « Opération menée pour le compte de tiers ». Celui-ci apparaît au passif du bilan pour un montant de 72 384 €.

H. Situation fiscale de l'entité

L'Ecole d'Economie de Paris est une fondation non soumise aux impôts commerciaux pour la partie de son activité relative à la recherche, à l'enseignement et à la promotion scientifiques du fait de sa gestion désintéressée.

En revanche certaines activités annexes comme les formations et les prestations de services peuvent, sous certaines conditions, être assujetties aux impôts commerciaux suivants :

- Impôt sur les Sociétés ;
- Contribution Economique Territoriale ;
- Taxe sur la Valeur Ajoutée.

Durant l'exercice, des prestations de services ainsi que certaines formations ont été analysées comme entrant dans le champ d'application de la T.V.A. et ne bénéficiant pas d'exonération. Les obligations fiscales s'y afférant ont été respectées.

I. Rémunération des commissaires aux comptes

Les présents états financiers sont audités par le cabinet ACA Nexia. À ce titre, une provision d'honoraires de 16 650 € a été comptabilisée pour l'exercice 2023-24 en référence à ceux établis pour la certification des comptes 2022-23. Nexia S&A effectue par ailleurs des travaux complémentaires, missions d'attestation et d'audit de compte rendus financiers des projets et revue intermédiaire de la comptabilité auprès de PSE, enregistrées en 2023-24 pour un montant de 21 000 €.

ENGAGEMENTS HORS BILAN

A. Engagements donnés et engagements reçus

Néant.

B. Engagements de crédit-bail

Néant